



## COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex  
Mel : [unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr) - Site : [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr)

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

### **Une fausse concertation sur le socle commun**

Le ministère lance, pour les enseignants des écoles élémentaires et des collèges, une concertation sur une demi-journée au sujet du socle commun.

Depuis qu'il a été créé en 2005, la CGT Educ'action est opposée au socle commun dont elle réclame encore et toujours l'abrogation. Elle considère que sa mise en place répond aux objectifs du patronat en "produisant" des individus peu ou pas qualifiés, dociles et aptes à exécuter une tâche unique tout en limitant le développement de l'esprit critique.

Bien que la loi Peillon réduise de sept à cinq les domaines de compétence, elle garde la notion de socle et la sacralise.

Ainsi, cette nouvelle concertation n'est que poudre aux yeux et le fond reste identique. Destinée à préparer la concertation, la synthèse sur le socle rendue par le Conseil Supérieur des Programmes suit aussi le même fil que les écrits similaires d'avant 2012.

Dans la même logique, la redéfinition du Brevet semble fort inquiétante car ce diplôme va être vidé de son sens et ne servira qu'à valider certaines compétences.

Enfin, le document d'aide à l'animation de la concertation, qui semble considérer les enseignants comme des petits enfants qu'il faut guider, est proprement consternant.

Pour la CGT Educ'action, il s'agit bien d'une fausse concertation visant à intégrer tous les enseignants aux dispositifs du socle commun et à sa philosophie. Aussi, nous émettons toutes les réserves sur ce processus et appelons les collègues à refuser collectivement, partout où c'est possible, de valider le socle commun, en exprimant des avis opposés par écrit, soit dans le cadre officiel, soit pour celles et ceux qui le souhaitent, à l'occasion de réunions d'informations syndicales organisées par la CGT Educ'action.

*Montreuil, le 26 septembre 2014*